

LE NATALISME NATIONAL

par Philippe Cibois

La question de la natalité est au point de croisement de l'individualisme moderne (chacun décide pour soi) et du destin collectif (c'est de la somme des choix personnels que dépendent la survie et la force du groupe, et par conséquent le sort à venir des individus). Sur ce terrain, particulièrement, « l'éthos égocentrique » et « l'éthos socio-centrique », dont parle plus loin Aimé Lemoine à propos de détection des anomalies génétiques de l'embryon, entrent en composition et en conflit. La rencontre tourne évidemment à l'avantage de l'individualisme : bien qu'unanimement reconnue légitime, la préoccupation collective est de peu de poids, même dans les décisions politiques ; elle inspire des discours exaltés mais sans effets.

Philippe Cibois a ici le mérite de dédramatiser cet échec de la volonté collective en matière de reproduction. Montrant la dimension de notre ignorance et l'incertitude du long terme, il cherche à susciter un discours qui soit à la mesure de ce que peut le pouvoir politique, au lieu de se calquer sur des rêves ou des angoisses démesurés.

Je crois pourtant que dans l'incertitude où nous sommes nécessairement quant à l'avenir démographique de notre nation, Philippe Cibois a tort de sembler parfois faire confiance à la nature de l'homme « comme mammifère » et à des régulations automatiques qui sous-tendraient les choix individuels. L'homme n'est pas seulement un animal, mais davantage un être historique, dont la participation à la vie est dans une certaine mesure volontaire ; il peut se suicider en tant que personne, peut-être en tant que groupe, ou même en tant qu'espèce. Philippe Cibois le montre quand il fait l'hypothèse que la natalité varie selon le désir de nouveauté, le sentiment de « redémarrage ». Si cela est vrai, le volontarisme démographique n'est pas justifié pour autant, mais la conjoncture démographique ne dépend d'aucun cycle naturel, elle est un symptôme du goût de l'avenir qu'éprouve ou non un peuple. En ce sens, les natalistes auraient davantage raison que ne le dit Philippe Cibois ; leur tort serait simplement de prendre l'effet pour la cause, d'avoir l'obsession du nombre, l'obsession des berceaux, sans voir que l'équilibre démographique révèle ou non le bon rapport d'un groupe à son passé et à son avenir, ce à quoi les objurgations des prophètes de malheur ne peuvent rien.

P. Th.

UN débat a été étrangement absent des récentes campagnes électorales, c'est celui de la conjoncture démographique. En effet tout le monde est d'accord, et par exemple Georges Marchais rejoint Michel Debré quand il estime que « La France est menacée, aujourd'hui, de déclin démographique¹. » Certes la gauche se méfie du discours de la droite pour qui « le spectre de la dénatalité remplace en temps de paix le spectre de l'ennemi héréditaire pour imposer une morale de l'obéissance, du sacrifice, de la culpabilité² », mais l'accord est général sur cet objectif minimum, le renouvellement des générations : il faut que le niveau de fécondité soit tel qu'il permette à la génération des enfants d'être aussi nombreuse que la génération des parents.

Les fondements d'un accord

Cet accord général sur le fait que le renouvellement des générations n'est plus assuré et qu'il convient donc de prendre des mesures pose un certain nombre de questions.

Premier élément d'interrogation : parmi les nations occidentales la France est un cas d'espèce. Les Allemands de l'Ouest par exemple, dont le nombre moyen d'enfants par femme est nettement au-dessous du nôtre, ne semblent pas s'affoler outre mesure de cette situation, certains même s'en réjouissent. Aux États-Unis, alors même que la fécondité est basse, mais du fait que pour des raisons d'inertie démographique la population est toujours croissante, ce qui est d'ailleurs aussi la situation française, des commissions appellent à une restriction de la natalité de façon à tendre, non vers un renouvellement des générations, mais vers une population *stationnaire*³ ce qui est un objectif différent.

Étudions donc de près les arguments qui militent en faveur du « renouvellement des générations » et en particulier le principal d'entre eux qui utilise le concept de « vieillissement » de la population.

Le vieillissement de la population

Le vieillissement a sur la population, dit-on, des effets « mécaniques », en particulier pour ce qui touche les retraites — et nous reviendrons plus loin sur ce sujet — et des effets dits « psychologiques ». Beaucoup d'auteurs insistent sur ces derniers : examinons par exemple ce qu'en disent J.N. Biraben et J. Dupâquier.

« *Sur les conséquences historiques du vieillissement, A. Sauvy lui-même a*

1. *Le Monde*, 10 juillet 1980.

2. A. Burgière, *Le Nouvel Observateur*, 3 novembre 1980.

3. A. Girard, « Dimension idéale de la famille et tendances de la fécondité. Comparaisons internationales », *Population*, 6, 1976, p. 1144.

tout dit : la vitalité perdue, l'analgésie de la population tout entière, l'esprit d'épargne substitué à l'esprit d'entreprise, la déplorable politique économique de la Troisième République, et, pour couronner le tout, l'idéologie vichyssoise⁴. »

Quant aux effets mécaniques, ce sont peut-être eux qui affolent le plus le public : « Si nous n'avons plus de jeunes, qui paiera nos retraites ? »

On pourrait penser que ce vieillissement de la population est particulièrement souligné par les instances qui ont à charge les problèmes de la vieillesse. Au contraire, les derniers rapports officiels sur la question, celui du Haut comité à la population⁵ ainsi que le rapport du groupe de travail « Prospective personnes âgées » du Commissariat général du Plan⁶ laissent apparaître des avis très différents sur ce problème.

En premier lieu on met en garde contre l'analogie qui est faite entre la France et un organisme vivant :

« L'expression de "vieillissement démographique" doit d'ailleurs être utilisée avec précaution. Ni la France, ni la population française ne vieillissent réellement. Une population n'est pas un organisme vivant. Tout organisme vivant vieillit, c'est-à-dire qu'il subit une involution permanente de ses qualités, involution inéductable, irréversible en l'état actuel de nos connaissances, involution dont l'aboutissement est la mort. Le vieillissement désigne tout autre chose quand il est appliqué à l'évolution de la structure d'une population. Il mesure la part des 65 ans et plus (ou des 60 ans et plus) dans l'ensemble. Une population peut cesser de "vieillir" et de "rajeunir" si la fécondité remonte. Une population peut "vieillir" et "rajeunir" à la fois. Le pourcentage des vieux et celui des jeunes augmentent en même temps quand la fécondité remonte après avoir baissé⁷. »

On ne saurait mieux montrer le danger de l'analogie : on applique l'idée de vieillissement à un individu « France » qui se met à avoir de prétendus comportements de « vieux » : perte de vitalité, esprit rétrograde, etc. En fait, le vieillissement pris au sens technique est socialement imperceptible : avec 1,8 enfant par femme en moyenne, le pourcentage des personnes de plus de 65 ans passerait de 14 % en 1980 à 14,5 % en l'an 2000, 18 % en 2025 et 20 % en 2050⁸. Il s'agit de variations imperceptibles sur une aussi longue période et de toute façon entièrement fictives car elles supposent une fixité de la fécondité, ce qui n'est encore jamais arrivé dans l'histoire démographique récente.

Si le prétendu vieillissement correspond à si peu de choses statistique-

4. *Les berceaux vides de Marianne*, Paris, Seuil, 1981, p. 63.

5. « Le vieillissement de la population », Rapport remis à M. Matteoli, ministre du Travail et de la Participation, président du Haut comité de la population, Paris, La Documentation française, 1980.

6. « Vieillir, demain », préparation du Huitième Plan, Commissariat général du Plan, Paris, La Documentation française, 1980.

7. « Le vieillissement de la population », p. 38.

8. *Idem*, p. 31-33.

ment parlant, comment peut-il avoir l'impact si fort que décrit A. Sauvy : nous avons le signe que la rationalité du raisonnement est politique et non pas démographique⁹.

Les auteurs du rapport du Plan quant à eux font un diagnostic très différent de ces problèmes et ils repèrent là une crainte devant la vieillesse : « *La France a peur de vieillir. Elle hésite à se regarder, d'autant qu'on lui répète, sur un ton que nous dénoncerons ici, "qu'elle se couvre de rides", ou qu'elle se trouve dans "la logique du déclin"*¹⁰ ».

Et plus loin : « *Pour une large part, ce pessimisme repose sur des idées fausses. La peur de l'avenir qui en résulte, et qui est plus grave par elle-même que les perspectives démographiques, relève en partie de l'hallucination*¹¹. »

Pour la commission du Plan, la littérature apocalyptique sur le vieillissement de la France est un phénomène irraisonné de peur devant la vieillesse. En assimilant vieillissement et décadence on conforte l'idéologie « anti-vieux » alors qu'il convient d'inciter à préparer convenablement un vieillissement physique qui ne soit pas synonyme de décadence. On comprend l'irritation de la commission devant de tels propos et on la partage : pas de racisme anti-vieux !

Le problème des retraites

Revenons-en au fameux problème du déficit des retraites. Dans une annexe au rapport du Haut comité à la population, le démographe J.C. Chesnais montre bien que ce déficit est déjà existant et que son aggravation « *tient à des raisons exclusivement non-démographiques : extension du chômage, amélioration de la législation sociale*¹² ». Le chômage, en diminuant le nombre des cotisants est la principale cause du déficit actuel alors que dans un futur proche la population en âge d'activité s'accroîtra en effectif et en proportion.

À cela A. Sauvy riposte en disant que même si la proportion des actifs reste stable, un vieux coûte plus cher qu'un jeune et que de toute façon on paye plus facilement pour nourrir soi-même ses enfants qu'on ne verse des impôts ou des cotisations destinées à des vieillards qui ne sont plus sous notre toit.

Arrivée à ce stade, la discussion prend un tour très byzantin : même si le problème de la répartition des charges entre jeunes et âgés se pose, il doit être pris comme un problème social, d'ailleurs parfaitement prévisible à long terme, en tout cas il ne justifie pas cet acharnement sur le problème de la fécondité.

9. Raisonnement analogue pour Michel Debré : « France âgée donc usée », *Le Monde*, 2 déc. 1979. Vieillesse est synonyme de décadence.

10. « Vieillir demain », p. 12.

11. *Ibid.*

12. « Le vieillissement de la population », p. 115-116.

Disons-le franchement : nous faisons l'hypothèse que derrière cet acharnement pour justifier le danger de la baisse de la fécondité, il y a beaucoup plus qu'un ensemble de raisons mais qu'il y a une idéologie dont nous allons essayer de trouver l'origine et les articulations.

Cette idée nous est venue à la fin de la lecture du rapport Sullerot¹³ qui examine toutes les questions avec beaucoup de prudence mais qui, en conclusion, fixe comme objectif premier une fécondité qui permette le renouvellement des générations. En lisant le rapport on comprend mal comment cet objectif est impliqué par ce qui précède : on peut penser que cet objectif vient en quelque sorte de l'extérieur et en particulier du milieu intellectuel dans lequel E. Sullerot a mis au point son rapport, c'est-à-dire l'INED.

Une source idéologique : l'INED

Pour le public informé de ces problèmes, l'Institut national d'études démographiques est une institution de recherche spécialisée, une espèce de CNRS de la démographie, neutre quant à son sujet.

Nous pensons pouvoir montrer dans la suite qu'il n'en est pas ainsi et que l'INED, *en tant qu'institution*, a été créé nataliste. Il est certes possible que ses membres ne le soient pas et d'ailleurs J.N. Biraben et J. Dupâquier, bons connaisseurs du milieu des démographes, nous disent en connaître¹⁴, mais il s'agit de l'institution comme telle. Pour nous en convaincre, écoutons tout d'abord son directeur s'exprimant en public et ès qualité sur France-Inter¹⁵ et qui cite les deux thèmes idéologiques des retraites et du vieillissement qui empêchent de faire front devant l'évolution du monde à venir.

Gérard Calot ne fait là qu'énoncer à nouveau les thèmes défendus par Alfred Sauvy : quand on se souvient de l'influence que celui-ci conserve encore à l'INED (dont il fut l'un des créateurs à la Libération avec le professeur R. Debré), on éprouve le besoin de remonter l'histoire de cette institution pour y trouver la généalogie des thèmes natalistes qui y sont développés officiellement avec tant d'insistance.

Le premier numéro de la revue de l'INED : *Population*, de janvier-mars 1946, est très révélateur : l'éditorial (non signé) se présente ainsi :

« *Le problème de la population, longtemps négligé, retient de plus en plus l'attention. C'est que les conséquences de l'affaiblissement quantitatif et qualitatif de la population française sont ressenties dès maintenant. Sans parler même des deux guerres 1914-1918 et 1939-1945 (qui auraient pu être, sinon*

13. Evelyne Sullerot, *La démographie de la France. Bilan et perspectives*, rapport présenté au conseil économique et social, Paris, La Documentation française, 1978.

14. *Les berceaux vides de Marianne*, *op.cit.*, p. 116.

15. Émission *Le téléphone sonne* du 24 juin 1980.

LE NATALISME NATIONAL

évitées, du moins achevées plus rapidement à notre avantage si le nombre de Français avait été plus élevé), nous voyons la nation subir aujourd'hui des charges particulièrement lourdes, quand elle veut assurer sa sécurité, la cohérence de son empire, aider sa vieillesse et tenir son rôle dans la civilisation moderne. »

À trente-cinq ans d'écart on retrouve, avec en plus le contentieux franco-allemand aujourd'hui résorbé, les thèmes actuels d'A. Sauvy sur le vieillissement et ses problèmes.

On peut lire dans le même numéro le texte de l'Ordonnance du 24 octobre 1945 signée par le général de Gaulle et portant création de l'INED. On y découvre que cette institution ne fait que prendre la succession d'un établissement public dénommé Fondation française pour l'étude des problèmes humains, qui avait été institué par l'acte dit loi du 17 novembre 1941. Cette fondation, appelée souvent Fondation Alexis Carrel, du nom de son directeur, avait donc été créée par le gouvernement de Vichy et a malgré tout été maintenue en activité par le général de Gaulle. Fallait-il que son travail fût apprécié !

Examinons maintenant les noms cités dans les publications de la Fondation : on y trouve Alfred Sauvy et Robert Debré, mais aussi François Perroux, Paul Vincent, Adolphe Landry et Fernand Boverat.

Par les titres que ces deux derniers noms portent dans leurs publications faites pendant la guerre nous pouvons raccorder l'INED, via la Fondation Alexis Carrel avec des institutions plus anciennes comme le Conseil supérieur de la natalité dont Boverat a été vice-président et l'Alliance nationale contre la dépopulation¹⁶, institution dont A. Landry est vice-président en 1942 et dont l'INED possédait encore les locaux du Faubourg Saint-Honoré jusqu'à une époque récente.

Le thème nataliste était tout à fait dans la ligne de l'idéologie vichyssoise comme nous le voyons dans ce texte de Boverat : *La résurrection par la natalité* (1942) :

« La diminution de notre natalité a été la cause fondamentale de l'insuffisance de nos forces militaires. Lorsque le maréchal Pétain a annoncé aux Français qu'il venait de demander à l'Allemagne un armistice pour arrêter le massacre de nos troupes, l'exode des populations et l'invasion du pays, il leur a déclaré : "trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite"¹⁷. »

L'idéologie du régime de Vichy était certes nataliste mais il s'agissait là de

16. Qui après s'être appelée récemment Alliance nationale pour la vitalité française est revenue aujourd'hui à l'appellation Alliance nationale contre la dépopulation. On notera que certains de ses responsables actuels ont des liens avec le pouvoir socialiste (Alain Gourdon, ancien vice-président a été nommé par Fr. Mitterrand à la direction de la Bibliothèque nationale, il est membre de la commission de contrôle du parti socialiste, M. Johannet, ancien secrétaire, est chef du cabinet du secrétaire d'État à la famille ; tous deux sont encore membres du conseil d'administration de l'Alliance).

17. Paris, Hachette, 1942, p. 15.

l'épanouissement d'un courant d'idées existant auparavant, comme en témoigne une brochure d'Adolphe Landry parue pendant la guerre :

« Depuis le début du XX^e siècle, une œuvre constructive se poursuit. Morceau par morceau, grâce à des initiatives parlementaires, une législation familiale et nataliste s'édifie. Des initiatives privées donnent naissance à la si belle institution des allocations familiales, que plus tard le législateur rendra obligatoire. Depuis quelques années, les gouvernements successifs s'intéressent au problème démographique : la parution du Code de la famille, quelques semaines avant que n'éclate la guerre de 39 constitue un événement vraiment notable¹⁸. »

L'entre-deux-guerres était nataliste : il suffit de rappeler à ce sujet la célèbre loi de 1920 réprimant l'avortement. Cependant le thème majeur à cette époque, et Pétain n'avait fait que l'officialiser, c'est celui de l'importance de la question démographique dans les guerres avec l'Allemagne. Sauvy¹⁹ citait ce thème en 1946 mais auparavant Landry, avec lequel il collaborait, y faisait déjà référence dans un ouvrage paru en 1934, *La Révolution démographique* :

« Notre situation militaire eût été très différente en 1914, lorsque la grande guerre a éclaté, mieux que cela, cette guerre n'eût sans doute pas éclaté, si le nombre de Français, voisin de celui des Allemands en 1871, avait, depuis cette date, augmenté parallèlement au nombre des Allemands. (...) L'Allemagne, à cette heure, paraît décidée à pratiquer elle aussi une politique familiale et nataliste, qui sans doute sera vigoureuse²⁰. »

Landry ayant des responsabilités à l'Alliance nationale contre la dépopulation, nous pouvons grâce à cette institution remonter plus loin dans le passé pour y découvrir les origines du thème. En effet cette association, sous le nom d'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française a été créée en 1896 par Jacques Bertillon, le frère du créateur de la méthode anthropométrique ²¹.

Aux origines du natalisme national : la pensée de J. Bertillon

Démographe et statisticien, Jacques Bertillon fonde l'Alliance à partir du constat que, contrairement aux autres pays d'Europe, la France se dépeuple depuis le début du XIX^e siècle. Ce fait a des conséquences fatales dont les premières citées sont militaires :

18. Adolphe Landry, *La démographie française*, Paris, Presses universitaires de France, 1942 (citation du § V : « Esquisse d'une politique démographique »).

19. Si l'on suppose qu'il est l'éditorialiste anonyme du premier numéro de *Population*.

20. Adolphe Landry, *La révolution démographique*, Paris, Sirey, 1934, p. 74 et 93.

21. Sur la famille Bertillon, cf. C. Moricourt « Bibliographie analytique des œuvres de la famille Bertillon », Paris. CNAM, 1962 (documentation qui nous a été accessible par les soins de B. Lecuyer que nous remercions ici).

« Au lendemain de la guerre [de 1870], la France et l'Allemagne avaient à peu près le même nombre de conscrits. (...) Aujourd'hui l'Allemagne a moitié plus de conscrits que la France qui a gardé son chiffre d'autrefois. Comme l'Allemagne depuis 1891 a deux fois plus de naissances que la France, il est fatal que dans quatorze ans elle aura deux fois plus de conscrits. Alors, ce peuple qui nous hait nous dévorera ! Les Allemands le disent, l'impriment et ils le feront²². »

D'autres conséquences sont envisagées : perte de l'influence de la langue française (face à l'allemand et à l'anglais), « colonisation » de la France par les étrangers, conséquences économiques.

Avant de se faire une opinion sur les thèses de J. Bertillon, il est important de se replacer dans la problématique de l'époque. Comme le souligne H. Le Bras²³, le darwinisme appliqué aux problèmes humains reçoit alors un écho considérable. On cherche dans divers pays des raisons à la baisse de la fécondité : métissage des races, stérilité des élites. La réflexion se situe alors dans un climat eugéniste qui portait en germe les politiques racistes ultérieures.

Pour la période antérieure en France, on notera, en suivant Yves Charbit²⁴, l'évolution des Économistes libre-échangistes de la période 1840-1870.

Les Economistes libre-échangistes qui animent diverses sociétés savantes (Société d'économie politique, Société de statistique de Paris) et qui ont une position dominante à l'Académie des sciences morales et politiques, passent progressivement des thèses malthusiennes à des thèses populationnistes. Si ce passage s'est fait en partie pour des raisons internes à la situation française, et en particulier du fait du développement de l'industrialisation, c'est pour des raisons essentiellement externes que le populationisme s'est affirmé : colonisation et montée politique du voisin allemand qui devait conduire à la guerre de 1870.

Des thèses des Economistes aux thèses de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française fondée par J. Bertillon, il y a un saut assez important quant au public touché et à l'analyse du phénomène.

Alors que les Economistes discutent au sein de sociétés savantes, l'Alliance est un mouvement dont l'importance politique, comme celle d'autres ligues analogues, est loin d'être négligeable²⁵. Mais la différence essentielle

22. Extrait du programme de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française paru sous la signature de Jacques Bertillon, Paris, A. Colin, 1897, 83 p., citation p. 14. Texte rigoureusement identique paru dans la *Revue politique et parlementaire*, XII, 1897, p. 531-574. Une première version était parue dans le *Journal de la Société de statistique de Paris*, 36, 1895, p. 410-438, sous le titre « De la dépopulation de la France et des remèdes à y apporter ».

23. Hervé Le Bras, « Histoire secrète de la fécondité », *Le Débat*, n° 8, janvier 1981, p. 77-101

24. Yves Charbit, *Du malthusianisme au populationisme*, Paris, PUF, 1981, cahier de l'INSEE n° 90.

25. Sur cette question, cf. le chapitre XII, « Action des ligues morales et repopulatrices », de Francis Ronsin, dans *La guerre des ventres*, Paris, Aubier, 1980.

se situe au niveau de l'analyse faite du phénomène : du fait de la rivalité entre la France et l'Allemagne, Bertillon fait du point de vue statistique des comparaisons internationales et il découvre la réalité d'un phénomène aujourd'hui bien connu : la *transition démographique*.

La transition démographique

On désigne aujourd'hui sous ce terme une baisse de la mortalité suivie du passage d'un régime de fécondité dite naturelle à un régime, qui est celui des pays occidentaux aujourd'hui, de fécondité contrôlée. Ce passage s'est fait à différentes époques selon les pays d'Europe et la France vient en premier puisque les taux de natalité baissent à partir de 1750 alors que dans les autres pays c'est à partir de 1870 que se fait cette baisse²⁶.

Bertillon, en tant que statisticien pour qui les chiffres ont une réalité quotidienne et tangible, est confronté à ce phénomène et en tire des arguments d'une très grande force. Il est tout à fait exact qu'à cette époque le taux de natalité est en baisse importante en France et que la France est le seul pays où cela se passe de cette manière.

Dans le contexte franco-allemand de l'époque, une baisse de la natalité en France signifie a terme moins de soldats pour l'éventuel conflit et donc un risque politique grave.

L'argumentation de J. Bertillon est donc, dans ce contexte, tout à fait raisonnable, mais ce qui est remarquable c'est que l'argumentation ainsi fondée, véhiculée par l'Alliance, va jusqu'à la création de l'INED être répétée alors même que les autres pays d'Europe, dont l'Allemagne, accomplissent eux aussi leur transition démographique.

Nous sommes devant un cas très intéressant de naissance d'un élément idéologique dont l'apparition se fonde sur des arguments rationnels forts. Il est tout à fait exact qu'au moment où J. Bertillon crée l'Alliance, la France est du point de vue démographique dans une situation exceptionnelle par rapport aux autres pays européens. Ensuite, cette idéologie de la dépopulation va se greffer sur le conflit franco-allemand et ne plus s'en séparer jusqu'à l'après-guerre. En effet entre les deux guerres, l'Allemagne elle aussi a fait sa transition démographique mais on voit alors des membres de l'Alliance²⁷ montrer l'importance des mesures prises par le régime hitlérien pour lutter contre la dénatalité.

La loi de 1920 est un bon exemple de l'alliance qui se forge alors entre le thème national et les préoccupations morales de la droite. Le natalisme montre ce qu'il est devenu : une préoccupation née dans le cadre du conflit franco-allemand et portée par le groupe politique qui s'identifie à cette rivalité, c'est-à-dire la droite.

26. Cf. Patrick Festy, *La fécondité des pays occidentaux de 1870 à 1970*, Paris, PUF, 1979, cahier de l'INED n° 85.

27. Voir plus haut notre citation de Landry.

On a vu plus haut comment, par l'intermédiaire entre autres d'A. Sauvy, la liaison avait été faite entre l'avant-guerre, l'épisode de Vichy et l'après-guerre. On comprend maintenant pourquoi le général de Gaulle n'a pas hésité, en fondant l'INED, à reprendre un héritage de Vichy du fait de la congruence qui existait entre le thème nataliste et le conflit franco-allemand.

Aujourd'hui on constate que si le thème national s'est résorbé par disparition du contentieux franco-allemand, le thème nataliste continue d'être porté par le même groupe politique : la droite ²⁸. Les arguments ont changé et on discute maintenant sur le fait que la prise en charge par l'État des personnes âgées revient plus cher que l'éducation d'enfants, que les régimes de retraite sont touchés au cœur (voir plus haut) mais le fond du problème est bien idéologique.

Avant d'examiner la nature de l'idéologie de droite en ce domaine, il faut bien conclure notre tentative de généalogie du thème nataliste par la constatation que l'INED aujourd'hui, en tant qu'institution, à côté d'une production scientifique de haute valeur, véhicule quelquefois encore le thème nataliste qui a présidé à sa naissance. A qui aurait des doutes sur la situation présente, il suffirait de relire le discours de Valéry Giscard d'Estaing à la séance de clôture du Colloque national sur la démographie française ²⁹ : il précise que dans le domaine de la démographie il faut « accomplir un travail précis de recherche qui permette de mieux éclairer, d'une part, la connaissance du phénomène et, d'autre part, la définition des actions qui peuvent être conduites ³⁰. » Le pouvoir, tenu alors par la droite, compte bien sur les démographes pour réaliser sa politique.

Le lien entre natalisme et politique de droite

Le fait d'avoir peu d'enfants a des conséquences sociales que la droite perçoit comme négatives : il est intolérable pour elle que l'individu puisse imposer son point de vue à la société alors que ce doit être l'inverse. Au fond, ce qui est critiqué par la droite, c'est le passage d'une fécondité « naturelle » à une fécondité contrôlée par l'individu.

Aujourd'hui l'argumentation change et personne n'ose plus dire comme Fernand Boverat en 1942 que « la présence d'enfant au foyer est un puissant facteur de moralité » car cela force à être travailleur et économe, par exemple à ne pas aller au dancing ou sur les champs de course. « Ce ne sont pas

28. Le terme est ambigu car la droite est diverse, d'autre part le thème nataliste existe aussi à gauche. Il serait plus exact de parler de courants politiques axés sur la conservation sociale. Dans la suite le terme de *droite* désignera donc, non une fraction politique précise mais le type-idéal du comportement conservateur.

29. 23-25 juin 1980, Actes publiés dans le cahier n° 92 de l'INED.

30. P. 1 de l'édition de l'allocution du ministère du Travail et de la Participation.

eux [les pères et mères de famille] qui provoquent à la légère des émeutes et des révolutions ³¹. » La conservation sociale joue sur plusieurs tableaux : avec des enfants on force le travailleur à consentir à son exploitation comme aujourd'hui on espère que le chômage conduira la femme à trouver son épanouissement dans son rôle de mère plus que dans le travail et ainsi à avoir plus d'enfants.

Ce qui est encore critiqué aujourd'hui par la droite, c'est le fait que l'individu puisse imposer, par son comportement individuel, des modifications sociales. Pour elle, c'est à l'individu de modifier ses comportements, non à la société de devoir prendre en charge ses résultats : nous en avons un bon exemple à propos du problème du renouvellement des générations.

Le renouvellement des générations

Le renouvellement des générations constitue aujourd'hui un thème qui rencontre une adhésion générale tant à droite qu'à gauche. C'est par exemple le premier des objectifs donnés par E. Sullerot dans son rapport au conseil économique et social ³². C'est également l'opinion de J. N. Biraben et J. Dupâquier :

« Il nous semble voir apparaître, entre les plus intelligents éléments de la droite et les plus responsables de la gauche, les grandes lignes d'un accord sur lequel pourrait être fondée la politique démographique de la France dans les années à venir : à notre avis, il devrait s'agir d'une politique familiale, non d'une politique nataliste (...) [politique qui] suffirait à assurer le remplacement des générations ou une très légère croissance qui atténuerait les effets du vieillissement ³³. »

C'est également l'opinion de Véronique Neiertz, responsable de la commission démographique du Parti socialiste, qui écrit dans *Le Monde* qu'« il est impossible de ne pas prendre au sérieux le déclin certain d'une population qui n'assure plus son renouvellement³⁴ ». C'est enfin l'objectif que donnait le ministre du Travail en 1980 quand il présentait le rapport de l'INED sur la situation démographique de la France :

« Pour retrouver une descendance de 2100 enfants (pour 1000 femmes), qui assurerait le remplacement des générations, tout en prenant acte de la rareté contemporaine des familles nombreuses, il conviendrait que la fécondité des familles ayant déjà un enfant augmente de 6 %, mais surtout que celle des familles en ayant déjà deux augmente de 45 % ³⁵. »

31. Fernand Boverat, ancien vice-président du Conseil supérieur de la natalité, ancien membre du Haut comité de la population, *La Résurrection par la natalité*, Paris, Hachette, s.d., [1942], 499 p., citations p. 45-46.

32. *Op. cit.* p. 194.

33. *Les Berceaux vides de Marianne. op.cit.*, p. 123-124.

34. Véronique Neiertz, « Définir une politique démographique », *Le Monde*, 28 novembre 1979, p. 2.

35. Neuvième rapport sur la situation démographique de la France, INED, 1980, p. VIII.

On peut considérer que cet accord sur le renouvellement des générations n'est qu'un avatar de la politique de droite qui se dissimule sous l'objectif de la survie du groupe national, objectif, lui, tout à fait raisonnable, que la gauche n'a aucune raison de renier.

En effet, le groupe national ne serait en péril que si la fécondité se stabilisait en-dessous du seuil de renouvellement des générations ; or — nous le verrons plus loin en détail — la fécondité n'a jamais été stable. Crier au suicide chaque fois que l'indice annuel est inférieur à 2,1 n'est pas raisonnable. En faisant cela, on oublie volontairement l'inertie des phénomènes démographiques qui fait que le moyen terme ne pose aucun problème. Quant au long terme, il est en dehors de nos prévisions, puisque nous ignorons ce que sera la fécondité.

Pour résumer la politique de la droite, on peut dire que ce sont les mêmes raisons de conservation sociale qui l'ont fait passer du malthusianisme (face à la montée des classes « dangereuses ») au populationisme (pour assurer la colonisation, l'industrialisation ou la défense nationale) alors qu'inversement le néo-malthusianisme s'est imposé à la classe ouvrière comme un moyen de survie ou de promotion.

Pour une autre politique

À une politique de la droite qui veut imposer l'idée que la société est une réalité intangible et sacrée, il faut opposer une politique qui parte du principe que la société est à *gérer* comme l'ensemble des autres réalités. À une époque donnée on hérite d'un certain état de la société : le problème est de savoir comment la gérer pour prendre en compte les aspirations des différents groupes sociaux qui la composent et assurer ainsi leur survie commune.

Une difficulté se présente immédiatement : pour pouvoir *gérer* quoi que ce soit il faut avoir une certaine connaissance des règles du fonctionnement de la réalité en question. Ce n'est guère le cas en ce qui concerne l'évolution de la fécondité et un cercle vicieux se produit : comme on ne comprend pas la situation on donne des ordres aux individus (des incitations...) et comme on a pris une attitude normative on ne cherche plus à comprendre la réalité qui devient transparente, sans problème, évidente.

Une autre politique doit donc commencer par affirmer qu'on ne sait pas grand-chose sur le problème et qu'il faut l'étudier : il est probable qu'il vaut mieux travailler dans ce domaine avec une mauvaise théorie qu'avec une absence de théorie. Dans le premier cas on se place dans une attitude expérimentale où l'on accepte d'être remis en cause par de nouvelles observations, au contraire une absence de théorie sera immédiatement masquée par un comportement normatif qui bloquera tout progrès conceptuel.

Après avoir tenté de rassembler les connaissances actuelles sur le problème de l'évolution de la fécondité nous proposerons une hypothèse que des enquêtes empiriques pourraient dans la suite réfuter ou non mais qui aura au moins le mérite de nous aider à sortir du normatif.

L'évolution de la fécondité

Le phénomène le plus important est celui de la *transition démographique*, qui consiste en un passage général pour tous les pays développés d'une fécondité dite naturelle à une fécondité contrôlée. Le fait d'avoir une famille moins nombreuse est l'une des réponses au fait qu'une *surpopulation* est ressentie, surpopulation liée aux facteurs socio-économiques et à la baisse de la mortalité, surpopulation devant laquelle les populations réagissent aussi par une élévation de l'âge au mariage ainsi que par l'émigration.

— Cette baisse de la fécondité par une diminution du nombre d'enfants commence selon les pays ou les milieux sociaux au XVIII^e ou au XIX^e siècle (ou même avant pour certaines catégories sociales), baisse qui se prolonge jusqu'aux années 1930.

— À partir de cette date, un nouveau phénomène intervient. On assiste à une reprise de la fécondité qui ne porte plus sur les familles nombreuses mais qui vient d'une augmentation des familles de un et deux enfants. Cette reprise dure jusqu'aux années 1960 qui marquent une nouvelle baisse de la fécondité jusque vers l'année 1975 où l'on voit apparaître un palier et peut-être même une reprise.

Pour mieux se rendre compte de ces évolutions on a porté sur le graphique ci-contre l'évolution pour quatre pays occidentaux : USA (femmes blanches), France, Angleterre et pays de Galles, Allemagne (RFA), d'un indicateur de la conjoncture de fécondité : le nombre moyen d'enfants par femme pour une année donnée ³⁶.

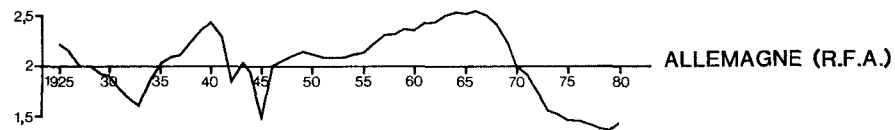
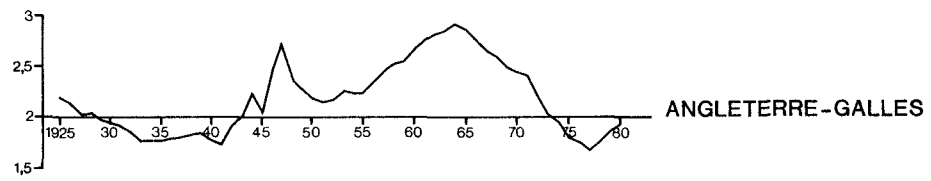
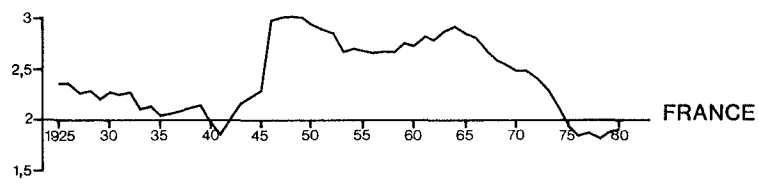
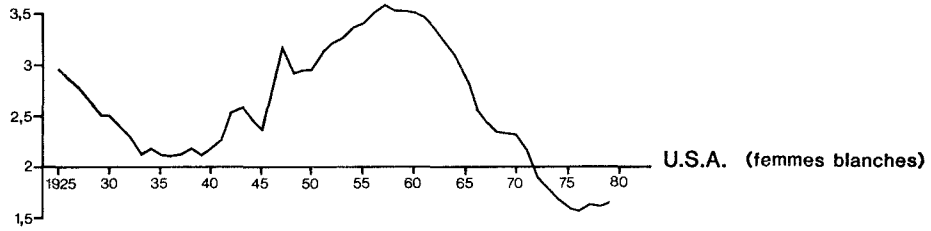
Cet indicateur permet de voir l'évolution de la conjoncture, même si cette évolution n'est pas due à l'accroissement du nombre d'enfants pour une génération de femmes donnée mais est due simplement au fait que des naissances ont été accélérées.

Ce qui retient l'attention quand on examine ces quatre courbes c'est d'abord leur parallélisme : baisse générale jusqu'en 1935, reprise jusque vers 1960-65 avec les soubresauts dus à la guerre, baisse ensuite et palier final.

Ces courbes ne sont pas en parallélisme strict avec celles, non portées sur le graphique, de la *descendance finale des générations*, c'est-à-dire du nombre d'enfants qu'a eu une génération de femmes nées une année donnée. Pour la France, par exemple, la deuxième bosse du graphique s'explique non par une augmentation de la fécondité mais par une accélération du calendrier des naissances : le nombre de naissances par femme peut être le même ou éventuellement inférieur mais ces naissances sont plus rapprochées. Inversement la reprise de la fécondité est antérieure à 1941, mais elle coïncidait avec un phénomène d'allongement entre les naissances.

³⁶. Indicateur conjoncturel de fécondité ou somme des naissances réduites. Sources : Festy, *op. cit.* et INED pour les années récentes. Sur l'histoire de l'indicateur en tant que tel cf. H. Le Bras, *op. cit.*

NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME 1925-1980



Autre exemple : la remontée allemande d'avant-guerre correspond plus à une accélération du calendrier des naissances qu'à une augmentation de la fécondité des générations concernées.

Comment rendre compte de ces fluctuations ?

Le fait des fluctuations est indéniable et il rend d'ailleurs caduques à l'avance les projections démographiques qui fixent à un moment donné une conjoncture alors que les situations n'ont jamais été stables longtemps. Mais si le fait est indéniable, les explications faisant l'unanimité manquent.

Les fluctuations depuis 1935 sont l'objet de divers types d'explications :

— *Explications locales* : chaque pays veut expliquer sa situation en référence par exemple avec une politique familiale. Ainsi, en France, on a souvent expliqué la reprise par l'effet de la politique suivie en matière familiale à la Libération, ce qui n'est nullement démontré. Le fait que les évolutions sont parallèles pour l'ensemble des pays *alors que les politiques démographiques ne le sont pas* annule ce genre d'explications.

— *Explications globales* : elles prennent en compte l'aspect fluctuant du phénomène. On peut citer :

1) une explication de type *économique* : c'est la théorie d'Easterlin et celles qui en sont dérivées où l'on met en rapport le nombre de jeunes sur le marché du travail et l'ensemble de la génération des adultes actifs. Quand le nombre des jeunes est relativement faible, leur insertion est plus facile et leur fécondité serait de ce fait supérieure à celle de ceux qui arrivent plus nombreux et qui ont donc plus de difficultés à s'insérer ;

2) une explication de type *démographique* : il s'agit plutôt de la constatation que pour la France par exemple³⁷, on voit que si l'on tient compte de la mortalité, une génération de femmes est remplacée à la génération suivante par pratiquement le même nombre de femmes depuis le début du XX^e siècle. On peut faire l'hypothèse que les situations où le taux de remplacement est supérieur à l'unité (remplacement strict) comme dans la période 1945-1975, sont compensées par des périodes où la situation est inverse. Dans ce cas il y aurait permanence du taux de remplacement, ses variations n'étant que des fluctuations régulées par un effet de feed-back.

Cette constatation, qui n'est pas contradictoire avec la théorie d'Easterlin, met l'accent sur l'existence d'un processus de régulation automatique de la population.

Ce qu'on peut au moins conclure c'est que s'il y a fluctuation dans les deux sens, il doit y avoir régulation en profondeur : il vaut mieux dire qu'aucun accord définitif ne s'est fait sur la nature de cette régulation.

37. *Population et sociétés*, 135, mai 1980.

La nécessaire explication psychosociale

On ne peut pourtant se satisfaire d'une explication par une régulation profonde, certes indispensable, mais qui rend mal compte du phénomène de parallélisme entre nations développées. Il faut en effet, pour rendre compte de cet aspect, disposer d'une théorie psycho sociale : puisque nous sommes dans une situation où la fécondité est contrôlée par les individus, c'est à ce niveau que doit se situer une variable intermédiaire qui puisse apprécier ce comportement.

De ce point de vue, l'indicateur retenu sur nos courbes est intéressant car il traduit bien la conjoncture de fécondité : une année donnée un certain nombre d'individus appartenant à diverses générations ont décidé, en fonction de leur situation personnelle et de la situation générale, d'avoir un enfant. *Comme les situations personnelles sont d'une telle diversité qu'elles se neutralisent statistiquement, ce qui fait varier la courbe c'est l'incidence de la situation générale.*

Qu'ont donc en commun, pour l'ensemble des pays considérés, ces situations générales si ce n'est la situation mondiale : fin de la crise d'avant-guerre, guerre de 1939-45, redressement économique de l'après-guerre, prospérité et plein-emploi des années 1960, choc pétrolier et crise des années 1970 ?

Essayons d'entrer plus dans le détail en suivant la chronologie : la première reprise se situe entre 1933 et 1935 selon les pays, c'est-à-dire vers la fin de la crise économique. Examinons plus spécialement l'Allemagne où la progression est la plus forte : on peut certes dire qu'il s'agit des effets de la politique nataliste mise au point par Hitler mais on peut aussi interpréter ce fait dans un cadre plus général. En effet, pour la France, après la perturbation due à la campagne de 1939, la remontée de l'indicateur est constante dès 1942 et non pas seulement après la Libération.

Dans ces deux cas français et allemand on ne peut pas dire qu'il y ait liaison entre fécondité et conjoncture économique favorable ; par contre, ce qu'ont de commun ces situations, c'est qu'elle se situent dans des périodes à contenu idéologique de *redémarrage* : économique après la crise aux USA, politique en Allemagne avec l'arrivée de Hitler, politique en France avec l'idéologie vichyssoise, puis à nouveau politique et économique à la Libération.

En 1945 le monde entier est sensible à cette tournure d'esprit de redémarrage : on fonde l'ONU pour que les nations unies contre le nazisme créent un ordre international nouveau ; les USA proposent un plan économique pour faire redémarrer l'économie des pays européens détruits par la guerre.

Cette idéologie du redémarrage cesse avec le plein emploi des années 1960 qui correspond à une baisse de la fécondité. Par contre on la retrouve à la suite de la crise des années 1970, où on a le sentiment qu'il faut repartir à zéro, construire une économie différente.

Idéologie du redémarrage et conduite individuelle

Il reste à montrer comment, sur un fond de régulation assurant un renouvellement des générations, l'idéologie du redémarrage peut avoir un effet de *déclenchement* assurant une simultanéité des comportements dans les pays occidentaux.

On peut faire état d'un certain nombre de liens entre idéologie du redémarrage et fécondité :

— tout d'abord le lien entre *démarrage* et fécondité est évident : le premier enfant est le signe tangible de l'existence du couple en tant que tel ;

— le lien entre *redémarrage* et fécondité peut être repéré dans les comportements *individuels* : on note souvent que les couples en difficulté ont un nouvel enfant comme signe de redémarrage ;

— au plan *collectif* il existe le désir qu'à une nouvelle situation corresponde de nouveaux hommes : ceci est ressenti de la façon suivante : « *Nous sommes dans une situation historique nouvelle, nous faisons des enfants pour une situation nouvelle* » ou encore : « *Nous-mêmes avons échoué, nos enfants feront mieux* ».

On trouve là tous les thèmes profanes du relais entre les générations, du flambeau transmis et le thème théologique de la Nativité qui présente le nouveau-né de la crèche comme prémices d'un monde nouveau, d'une nouvelle création après l'échec dû au péché : Noël, pour la tradition chrétienne, c'est le redémarrage absolu par le nouveau-né. Cette tradition est le signe de la force de ce thème dans notre civilisation.

Le nouveau-né y est le porteur de l'avenir : c'est tout à fait évident au plan individuel car les parents ont bien le sentiment de se perpétuer à travers leurs enfants. C'est également vrai au plan collectif et c'est cela qui alimente en profondeur toutes les campagnes natalistes sur le « vieillissement » et la « France ridée ». Ces thèmes ont un impact parce qu'ils s'appuient sur une perception très profonde que l'enfant est le renouveau individuel et collectif, l'inscription de la société dans le rythme de la vie.

Inversement, l'augmentation de la fécondité peut en elle-même constituer un symbole de redémarrage et être ainsi une fuite en avant pour pallier une situation de crise. A lui seul, le nouveau-né est une preuve vécue du redémarrage possible : c'est peut-être là une des raisons du déclenchement du palier ou de la remontée actuelle de la fécondité.

Cette théorie du redémarrage est psycho sociale et comme telle elle permet de coupler les conduites individuelles avec les synchronismes planétaires : crises et guerres. Elle aurait besoin de confirmations empiriques par enquête auprès de diverses générations de parents. Elle ne dispense pas d'une théorie de la régulation des fluctuations car elle ne peut jouer qu'un rôle de déclenchement.

Le nombre d'enfants souhaité

On sait que les fluctuations actuelles et les différences entre pays portent sur la venue du troisième enfant : il est important de réfléchir sur le concept de nombre d'enfants souhaité car le natalisme dit aujourd'hui volontiers que les femmes ne peuvent pas avoir les enfants qu'elles désirent.

Par exemple, J. N. Biraben et J. Dupâquier³⁸ nous disent que si on interroge des femmes sur leurs intentions d'avoir d'autres enfants et si deux ans plus tard on les interroge à nouveau sur la réalisation effective de leurs projets on s'aperçoit que beaucoup n'ont pas été mis à exécution. D'autre part on peut penser que ce sont plutôt des raisons de coût qui sont la cause de cette non-exécution de projets puisque c'est dans les catégories sociales les plus favorisées que les projets ont le plus souvent été suivis d'effets.

Réfléchissons bien sur la nature du projet et sur sa réalisation effective. Désirer des enfants est en quelque sorte un projet où s'exprime toute la personne dans son désir d'éternité : vouloir des enfants c'est la manière individuelle de lutter contre la certitude de la mort. Ce projet est l'expression de l'instinct de survie, il n'est limité par rien : plus on est loin de sa réalisation concrète, plus il est facile qu'il soit ample. Les fiancés veulent toujours beaucoup d'enfants.

Par contre la réalisation effective de ces projets se heurte au problème de l'investissement en temps, en énergies de toutes sortes, en argent, nécessaire pour élever des enfants. Cet investissement fait que chaque couple établit un compromis entre un projet d'ordre existentiel, les contraintes économiques du couple et les autres projets d'épanouissement par le loisir ou le travail. Il va de soi que plus le niveau familial est élevé au point de vue économique, plus le compromis pourra se situer à un niveau élevé du nombre d'enfant : on comprend bien pourquoi à *égalité de pratiques contraceptives*³⁹ les catégories sociales les plus favorisées ont maintenant plus d'enfants que les classes moyennes.

Ce compromis n'est certes pas entièrement individuel, il est lié à la norme d'un groupe social mais cette norme n'est pas fixe : elle varie dans le temps et selon les pays. Ce sont ces variations qui expliquent que si tous les pays occidentaux ont des variations de fécondité assez parallèles, les niveaux de fécondité ne sont pas les mêmes. On voit par exemple sur les quatre courbes du graphique que le nombre moyen d'enfants par femme oscille aux USA entre 2 et 3 tandis qu'il se situe entre 1,5 et 2,5 pour la même période en RFA. Le coût social d'un troisième enfant semble plus acceptable aux USA qu'en Allemagne de l'Ouest.

Ces niveaux du compromis liés aux spécificités des différentes civilisations nationales peuvent être légèrement modifiés par une politique familia-

38. *Les berceaux vides de Marianne, op. cit.*, p. 89.

39. Car toutes les catégories sociales ne contrôlent pas leur fécondité avec la même efficacité.

le qui rend plus facile la mise en œuvre d'un projet de fécondité mais l'exemple des pays de l'Est⁴⁰ est là pour nous montrer que ces mesures ont souvent plus un effet sur le calendrier des naissances que sur la descendance finale des générations : les couples ont eu plus vite le nombre d'enfants qu'ils désiraient, ils n'en ont guère voulu plus.

Pour sortir du « natalisme national »

Il semble possible de tirer de l'ensemble de ces réflexions des éléments qui puissent servir à la définition d'une nouvelle politique en matière démographique.

Sur l'objectif final, il n'y a pas d'ambiguïté : il s'agit d'assurer la survie du groupe national ; objectif qui peut être atteint à travers des fluctuations de la population ou du pourcentage réciproque des jeunes, des actifs et des personnes âgées. Pour atteindre cet objectif, on doit partir du principe fondamental que si l'on permet aux individus de réaliser leurs projets en les aidant à en minimiser le coût par des actions diverses, la survie du groupe national est assurée. Il faut faire confiance à l'homme, à son enracinement dans la nature comme mammifère : si on leur en donne la possibilité, toutes les espèces croissent. Pourquoi l'espèce humaine réagirait-elle différemment ?

Ceci dit, si l'on prend au sérieux le parti d'essayer de favoriser la réalisation des désirs des couples, le travail est d'autant plus vaste qu'il faudra faire des arbitrages entre des désirs divers : de fécondité mais aussi d'épanouissement par la profession, par la culture ou le loisir. Assurer la survie de la société en la mettant au service de l'*épanouissement* des individus, telle devrait être la base d'une nouvelle politique démographique.

Philippe Cibois

Postface

Après une première circulation, ce texte a appelé un certain nombre de remarques qui tournent autour de deux thèmes :

- le péril démographique y est sous-estimé ;
- en refusant tout rôle à l'État (sinon celui de suivre les désirs des individus), on s'inscrit dans une perspective de libéralisme, voire d'individualisme qui a de bonnes chances d'être taxée d'irresponsabilité par les générations futures qui risquent d'en faire les frais.

Nous sommes bien convaincus que l'État doit *gérer* la société et donc avoir le souci du long terme. Le point qui fait problème est que pour tenter la gestion de tout phénomène il faut en avoir une connaissance suffisante

40. Cf. *Population et sociétés*, 143, janvier 1981.

LE NATALISME NATIONAL

qui permette de prendre le problème sur un mode scientifique et technique et non sur le mode incantatoire. Or, en matière démographique, il faut distinguer plusieurs types de connaissances :

— il existe des connaissances proprement scientifiques : ce sont celles liées à la connaissance des modèles. *Pour certaines hypothèses* (de fécondité par exemple), on sait ce que sera une population au bout d'un certain temps. Ce sont ces connaissances liées à des modèles qui nous permettent de faire des projections sur l'avenir ;

— les autres connaissances liées au problème démographique sont des connaissances *historiques* : on constate une transition démographique et on l'« explique » historiquement.

Il est vrai que l'histoire peut suggérer à un gouvernement des connaissances sur ce qu'il est bon de faire ou de ne pas faire. Cette expérience peut aider la gestion, elle ne peut suppléer une absence de connaissances scientifiques et doit donc être utilisée avec prudence.

Les incertitudes en matière démographique sont importantes : on discute beaucoup en particulier pour expliquer les variations récentes de la fécondité dans les pays développés, fécondité qui conditionne pourtant l'évolution à long terme des populations. Les démographes peuvent faire des prévisions, sauf sur le phénomène central qui conditionne le résultat final.

On ne sait pas expliquer le phénomène et on voudrait agir sur lui : c'est la prétention du bricoleur qui veut réparer un poste de radio sans connaître son schéma de montage ! Une telle pratique ne devient légitime qu'en cas de péril grave où l'urgence fait que tous les moyens, même les plus incertains, doivent être employés. Or, et c'est le premier point que nous soulevons, nous n'en sommes pas là et ce sont justement les modèles démographiques qui nous permettent de le dire.

En effet, que nous disent les modèles démographiques⁴¹ ? Ils ne nous parlent que si nous choisissons une hypothèse de fécondité et que si nous la choisissons *fixe*, alors qu'elle ne fait que fluctuer : cette fixité ne nous permet donc pas une *prévision* mais une *perspective*. On évalue ce qui se passerait si la fécondité était fixe en sachant bien que ce ne sera pas le cas. Prenons donc l'hypothèse de fécondité à 1,8 en sachant que 2,1 correspond au renouvellement des générations et qu'en 1980 et 1981 nous avons été à la valeur intermédiaire de 1,96.

Dans ce cas-là, la perspective à moyen terme est la suivante : en l'an 2000 on aurait une population de 56 millions d'habitants où les actifs représenteraient 55 % de la population (contre 53 % aujourd'hui), les plus de 60 ans 19 % (1980 = 17 %) et les moins de 20 ans 26 % (1980 = 30 %).

Avec donc une population encore croissante et de faibles variations en pourcentage *au profit des actifs*, on ne voit vraiment pas quelle catastrophe démographique nous menace.

41. Cf. Jean-Claude Chesnais, *La démographie de la France. Situation et perspectives*, La Documentation française, 1979 (Préparation du 8^e plan).

LE NATALISME NATIONAL

On peut prolonger l'extrapolation sur le long terme et considérer la situation avec la même hypothèse de fécondité à 1,8 pour l'an 2050. On trouve alors une population de 48,6 millions d'habitants soit la situation de l'année 1965. La proportion d'actifs est de 51 % (ce qui est la situation des années 1975). La proportion des plus de 60 ans est de 27 %, celle des moins de 19 ans de 22 %. Il y a augmentation de la charge des personnes âgées et baisse de celles des jeunes.

On pourrait discuter sur les problèmes, réels ou non, que pose une telle situation mais il s'agit là d'un exercice absurde. La fécondité a toujours fluctué : il est absurde de la fixer sur 70 ans et de motiver ainsi des décisions qui sont prises pour aujourd'hui. Toute gestion sur le long terme sur la base de l'imprécision de nos connaissances de l'évolution de la fécondité est impossible. Un État responsable des générations futures peut avoir le souhait de prendre les mesures qui préserveront l'avenir à coup sûr, mais il n'en a pas aujourd'hui les moyens intellectuels. Il n'en a d'ailleurs pas non plus les moyens matériels : s'il peut agir sur l'indice annuel comme l'ont fait les pays de l'Est en restreignant l'avortement, il n'est pas du tout sûr qu'il agisse sur la descendance finale des générations. Qui s'est fait piéger une fois ne le sera pas deux fois et modifiera en conséquence ses pratiques contraceptives.

En conclusion, un État ne peut que se soucier de la gestion à moyen terme : comme on ne voit pas de problème particulier pour cette étape, la politique démographique doit donc consister à répondre aux aspirations profondes de la population. Pour le long terme il faut développer une politique de recherche scientifique, mais ceci se situe à un autre niveau, et surtout faire confiance à l'homme.

Ph. C.